

DEPARTEMENT DU  
LOIRET  
ARROND. DE  
MONTARGIS  
CANTON ET COMMUNE  
DE  
CHALETTE SUR LOING

Extrait du Registre des

**DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

DATE DE CONVOCATION : 7 novembre 2024

DATE DE PUBLICATION : 8 novembre 2024

*L'an deux mille vingt-quatre, le quatorze novembre, à 18 h 00, les membres du CONSEIL MUNICIPAL se sont réunis en séance publique dans la salle ordinaire des séances, sur convocation adressée par le Maire conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales.*

**ETAIENT PRESENTS :** M. DEMAUMONT – Mme HEUGUES – M. RAMBAUD – Mme PHESOR – M. ÖZTÜRK – Mme PASCAUD – M. MALGHI – Mme BRANDON – Mme RASAMOELY – Mme MANAÏ-AHMADI – Mme SOW – Mme HENRY – M. OREN – Mme PATUREAU – M. RENOUF – M. TORRES – M. JOLIVET – M. FAURE – M. GUEDJ – Mme DURAND – M. BALABAN –

**ABSENTS ET EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR RESPECTIVEMENT :**

- M. KHALID à M. RAMBAUD
- M. BA à Mme TORRES
- M. BARAY à Mme HEUGUES
- Mme BAYRAM à Mme PASCAUD
- M. TAVARES à M. DEMAUMONT
- M. TOUANE à Mme PHESOR
- Mme PERIERS à M. GUEDJ
- Mme LOISEAU à Mme MANAÏ-AHMADI

**ABSENTS ET EXCUSES :**

- Mme LAMA
- Mme PRIEUX

**ABSENTS :**

- Mme CAYOUX
- M. CHRISTODOULOU

**SECRETAIRE DE SEANCE :**

- Mme TORRES

**OBJET :**

**Vœu visant à la mise en place d'une réglementation nationale  
visant à protéger les femmes souffrant de pathologies liées aux  
menstruations**

**OBJET :**

**Vœu visant à la mise en place d'une réglementation nationale visant à protéger les femmes souffrant de pathologies liées aux menstruations**

**Directeur de secteur :** Laurence SURIEU

**Service :** Santé-sécurité au travail

**Affaire suivie par :** Thierry COLLARD

**Mme Heugues :**

**Considérant** que les douleurs pelviennes, abdominales et dorsales, nausées, céphalées, hémorragies, la fatigue, le mal-être... sont des troubles dont souffre régulièrement plus d'une femme sur deux, selon un sondage IFOP de 2021 ;

**Considérant** qu'une femme sur 10 est atteinte d'endométriose et que cette maladie, dont le diagnostic met plusieurs années, touche 2,5 millions de femmes ;

**Considérant** que ces pathologies engendrent la répétition chaque mois d'épisodes de souffrance physique et psychologique qui se passent en silence et souvent dans l'indifférence ou l'ignorance et sont générateurs d'incompréhension, notamment dans la sphère professionnelle ;

**Considérant** que ces pathologies sont une réalité qui constitue encore aujourd'hui un tabou ;

**Considérant** que ces pathologies sont la cause d'absentéisme professionnel, d'abandons de carrières, de démotivation, de perte de confiance en soi,

**Considérant** que la levée du tabou des règles douloureuses et l'accompagnement des salariées qui les subissent est un préalable à une avancée vers l'égalité réelle entre les femmes et les hommes ;

**Considérant** que les femmes sont les premières victimes de la crise inflationniste et qu'il n'existe à ce jour aucun cadre légal dans notre pays permettant aux femmes de s'arrêter sans perte de salaire lorsqu'elles souffrent de dysménorrhée invalidante ;

**Considérant** que plusieurs pays, dont l'Espagne depuis 2023, et de plus en plus d'entreprises, d'associations et de collectivités locales font en France le choix d'agir afin que ces pathologies soient prises en compte dans le monde du travail ;

**Considérant** que la sécurisation juridique de leur prise en compte et l'égalité de toutes les femmes impliquent la définition d'un cadre réglementaire national clair et précis ;

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**ENTENDU** les explications du rapporteur,

**Après en avoir délibéré,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L2121-29 ;

**SOLLICITE** les pouvoirs exécutif et législatif afin d'inscrire dans la loi la protection des femmes souffrant des pathologies liées aux menstruations, notamment dans la sphère professionnelle, et ainsi contribuer à une société plus juste et équitable.

Nombre de membres en exercice	33	
Nombre de membres présents ou représentés	29	
Votes pour	28	
Votes contre	0	
Ne prend pas part au vote	1	- Mme Durand

*Le Maire, soussigné,*

*\* certifie que la convocation du CONSEIL MUNICIPAL*

*et le compte-rendu de la présente délibération ont*

*été affichés conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12*

*du CGCT,*

*\* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet*

*acte à compter du*

*\* informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délais de 2 mois à compter de la date de sa publication.*

Pour extrait certifié, conforme,

Le Maire,

**Franck DEMAUMONT**

POUR LE MAIRE EMPÊCHÉ PAR  
Mme Marie-Madeleine HEUGUES



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20241120-DEL\_2024\_1122-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/11/2024